



Actualité | Spécial Liban

Bush refuse tout retrait immédiat de l'armée israélienne du Liban

Le Figaro.
Publié le 08 août 2006
Actualisé le 08 août 2006 : 08h09

Le gouvernement de Beyrouth a donné son feu vert, hier soir, au déploiement de 15 000 soldats de l'armée libanaise à sa frontière, après le retrait de l'armée israélienne.

LE PRÉSIDENT américain George W. Bush a déclaré hier qu'il voulait la fin des hostilités au Liban et l'adoption rapide d'une résolution des Nations unies. Il a cependant refusé d'accéder à l'exigence libanaise d'un retrait immédiat des soldats israéliens de son territoire. Le président américain a estimé que cela créerait un vide propice au réarmement du Hezbollah. «*Nous allons travailler avec nos partenaires afin que la résolution soit rédigée le plus rapidement possible*», a déclaré Bush. Le Conseil de sécurité devrait ensuite s'attaquer à une deuxième résolution pour un cessez-le-feu durable et le déploiement d'une force internationale «*solide, qui aiderait le gouvernement légitime du Liban à étendre son autorité sur tout le territoire du Liban*». Ce n'est que lorsque l'armée libanaise et la force internationale se déploieraient dans le Sud que l'armée israélienne devrait se retirer, l'un des aspects les plus contestés du plan au Liban et dans la région.

Le **gouvernement de Beyrouth** s'est déclaré prêt, hier soir, à déployer 15 000 soldats au Liban-Sud, après le retrait des troupes israéliennes. Il espère que cette décision facilitera l'amendement du projet de résolution franco-américain par le Conseil de sécurité. Le ministre de la Défense, Elias Murr, a précisé que les ministres du Hezbollah avaient appuyé la décision de leur gouvernement.

Les **pays de la Ligue arabe**, réunis à Beyrouth, ont apporté leur soutien au gouvernement libanais qui exige le retrait des forces israéliennes du territoire libanais dès la fin des hostilités.

Le **Conseil de sécurité de l'ONU** doit tenir ce soir à New York un débat public sur le Liban. Le secrétaire d'État américain Condoleezza Rice doit y participer. Ce débat rend peu vraisemblable l'adoption du projet de résolution franco-américain avant demain au plus tôt.

Le **chef de la diplomatie française**, Philippe Douste-Blazy, a affirmé que la France plaiderait auprès des États-Unis pour un report du dépôt de la résolution sur le Liban, afin d'inclure «*quelques amendements*», dont le retrait israélien du Liban-Sud.

Le **premier ministre israélien** Ehoud Olmert a réuni hier son «*cabinet de guerre*» pour évoquer une extension de l'offensive terrestre et aérienne, réaffirmant qu'il n'existait «*aucune limitation*» à l'action de son armée. Le ministre de la Défense Amir Peretz a plaidé pour une progression de Tsahal jusqu'au fleuve Litani, à 20 km de la frontière.

Sur le terrain, l'aviation israélienne a pilonné sans relâche hier le territoire libanais. Au 27^e jour de la guerre, au moins 69 civils ont été tués. Depuis le début du conflit, un millier de personnes sont mortes au Liban, et 95 personnes côté israélien. L'armée israélienne a décrété depuis hier un couvre-feu après 22 heures (locales) pour la population libanaise vivant au sud du fleuve Litani.

L'**armée israélienne** a abattu hier au-dessus de la mer un drone du Hezbollah libanais, avant qu'il n'ait franchi la frontière, a indiqué l'armée israélienne.

À **Paris**, l'**ancien ministre socialiste Jack Lang** a indiqué hier qu'il se rendait pour deux jours «*à titre personnel*» en Syrie, où il doit rencontrer le président Bachar al-Assad. La France a réitéré jeudi son refus de discuter avec la Syrie.

Le **président du parlement palestinien** détenu par Israël, Aziz Doweik, a été hospitalisé hier soir à Jérusalem, après «*s'être plaint de vertiges et de douleurs au cœur*», a-t-on appris auprès de l'armée israélienne. Le porte-parole du Hamas à Gaza, Mouchir al-Masri, a affirmé que M. Doweik avait été battu.